

Synthèse de la consultation publique sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie

Consultation du 21/07/2025 au 10/08/2025 - 212 contributions ont été reçues (dont 42 exploitables hors doublons et spams).

L'administration ne retient pas de modifications du projet d'arrêté à la suite des contributions portant sur l'abandon des dispositions concernant la baisse des bonifications des fiches CEE BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois ».

L'administration précise les points suivants :

Les nouvelles bonifications relatives aux fiches CEE BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois » seront désormais exprimées en fonction d'un coefficient multiplicateur, dans la limite d'un coefficient 5 de façon à rationaliser l'utilisation des bonifications.

Les bonifications des fiches CEE relatives aux autres systèmes de chauffages (pompes à chaleur, systèmes solaire combinés, raccordement à un réseau de chaleur, etc.) seront également révisées prochainement.

Les montant de CEE des fiches non bonifiées reflètent le calcul des économies d'énergie réelles des systèmes, en fonction de leur performance énergétique, par rapport à une situation de référence définie réglementairement. Les pompes à chaleur présentent un meilleur gain énergétique. L'évolution de la méthode de calcul en Énergie Finale Intégrale (EFI) vise à traduire les économies d'énergie finale de ces équipements.

Il est par ailleurs rappelé les enjeux relatifs au bouclage de la biomasse, mis en lumière par les modélisations relatives à la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) 3, ainsi qu'à la priorisation des usages de la biomasse prévue dans le projet de Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 3.

En effet, le projet de SNBC 3 indique que d'ici 2050, la consommation de biomasse à des fins énergétiques devrait croître fortement pour décarboner divers secteurs (transports, industrie, réseaux de chaleur et bâtiments), en substituant les énergies fossiles. Toutefois, les ressources nationales en biomasse sont limitées et convoitées par d'autres usages non énergétiques, soulevant la question de l'équilibre offre-demande, notamment à l'horizon 2040. Le gouvernement encourage donc la modération de la demande grâce à la hiérarchisation des usages, l'efficacité énergétique et le recours à des alternatives comme la géothermie ou les pompes à chaleur pour le chauffage.